



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des  
Affaires juridiques



Numéro 355 - 6 avril 2023



**ÉDITO**



## La loi DDADUE du 10 mars 2023

La loi n°2023-171 du 9 mars 2023 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture dit DDADUE a été publiée au Journal officiel de la République française le 10 mars 2023.

[Lire la suite](#)



## Institutions

### QPC 360° - Le portail des QPC ouvert par le Conseil constitutionnel

Le Conseil constitutionnel a ouvert un portail en accès gratuit pour rendre plus accessibles aux praticiens et au grand public les questions prioritaires de constitutionnalité.

[Lire la suite](#)

## Juridictions

## Mission d'information de l'Assemblée nationale sur la justice pénale des mineurs

Plus d'une année après l'entrée en vigueur du code de la justice pénale des mineurs, le rapport d'information du 22 mars 2023 de la Commission des lois de l'Assemblée nationale porte un regard analytique sur l'application de ce code.

[Lire la suite](#)



## Commande publique

### Le Conseil d'État précise les effets du secret des affaires sur le droit à la communication de documents administratifs à un candidat évincé

Ne sont pas communicables les éléments échangés en phase de négociation entre le pouvoir adjudicateur et la société attributaire dès lors qu'ils sont par nature couverts par le secret des affaires. En revanche, les éléments relatifs aux engagements de la société attributaire sur les quantités et la qualité des prestations sont communicables dès lors qu'ils ne mentionnent ni les prix unitaires ni les caractéristiques précises de ces prestations.

[Lire la suite](#)

### Mise en conformité du dispositif d' « auto-apurement » du code de la commande publique à la suite de la décision Vert Marine du Conseil d'Etat

L'article 15 de la loi n° 2023-171 du 9 mars 2023 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture (dite loi « DDADUE ») met en conformité le code de la commande publique (CCP) avec les exigences européennes en prévoyant, pour les opérateurs économiques condamnés

définitivement pour l'une des infractions énumérées aux articles L. 2141-1 et L. 3123-1, un mécanisme dit « d'auto-apurement ».

[Lire la suite](#)

## **Publication de la loi autorisant le recours au tiers-financement dans les marchés globaux de performance énergétique**

La proposition de loi visant à ouvrir le tiers financement à l'Etat, à des établissements publics et aux collectivités territoriales pour favoriser les travaux de rénovation énergétique, définitivement adoptée par l'Assemblée nationale le 22 mars 2023 et promulguée le 30 mars, est publiée au Journal officiel de la République française du 31 mars 2023.

[Lire la suite](#)



**Finances  
publiques**



## **Rapport d'activité de 2022 de la Cour de discipline budgétaire et financière**

La Cour de discipline budgétaire et financière a publié son rapport d'activité au titre de l'année 2022 dans le contexte de suppression de cette institution par la réforme du régime de responsabilité financière des gestionnaires publics.

[Lire la suite](#)

## **La gestion de l'immobilier préfectoral**

La Cour des comptes a publié un rapport sur la gestion de l'immobilier préfectoral entre 2016 et 2021, patrimoine de 99 préfectures et 232 sous-préfectures.

[Lire la suite](#)



## Marchés

### Utilité des plans de relance suite à la crise du Covid-19

La crise sanitaire inédite de 2020 a été l'occasion pour l'Union européenne et les Etats membres de déployer des plans de relance visant à accompagner la reprise économique et à soutenir la transition écologique et numérique.

[Lire la suite](#)

### L'économie circulaire en Île-de-France

L'INSEE a publié le 30 mars 2023 une étude sur l'état des lieux de l'économie circulaire en Ile-de-France et les emplois qui y sont liés dans cette région.

[Lire la suite](#)



## Entreprises

### Le nouveau code de l'artisanat

La partie législative du nouveau code de l'artisanat entre en vigueur au 1er juillet 2023.

[Lire la suite](#)



## Questions sociales



### **Plans sociaux et risques psychosociaux : trois décisions du Conseil d'Etat**

Le Conseil d'Etat a rendu trois décisions précisant les conditions dans lesquelles les risques psychosociaux doivent être expressément pris en compte lors de l'élaboration des Plans sociaux (PSE).

[Lire la suite](#)

### **Le caractère abusif de certaines clauses de déchéance du terme**

Dans un arrêt rendu le 22 mars 2023, la première chambre civile de la Cour de cassation a rappelé la position de la Cour de justice de l'Union européenne sur les clauses de déchéance du terme sans préavis d'une durée raisonnable quant au caractère abusif desdites clauses.

[Lire la suite](#)



## Numérique



## La CNIL publie son premier dossier thématique dédié à l'identité numérique

Pour son premier « dossier thématique », la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) propose un panorama des définitions, enjeux et perspectives consacré à l'identité numérique. La CNIL offre, avec ce nouveau format, une vision globale d'un sujet dont les enjeux actuels et à venir sont considérables.

[Lire la suite](#)

## Le traitement des données dans le domaine des relations de travail – Arrêt CJUE

Par son arrêt du 30 mars 2023 dans l'affaire C-34/21, la Cour de Justice de l'Union européenne précise la manière dont les Etats-membres doivent interpréter les dispositions du Règlement général de protection des données (RGPD) en matière de traitement de données dans le cadre des relations de travail.

[Lire la suite](#)



# Emploi

## Rapport du Sénat : transformer les ressources humaines des armées

Selon le rapport du Sénat sur les ressources humaines des armées, le ministère des Armées n'est pas parvenu à consommer l'intégralité de ses crédits de personnel, cette sous-consommation s'explique par le manque d'attractivité des forces armées auprès des jeunes et par la difficulté pour fidéliser les effectifs.

[Lire la suite](#)

## Etude INSEE - Le chômage recule de nouveau en 2022

En 2022, en France, 68,1 % des personnes âgées de 15 à 64 ans sont en emploi au sens du (BIT). Ce taux d'emploi augmente de 0,9 point en moyenne sur l'année et atteint son plus haut niveau depuis que l'Insee le mesure (1975). Porté notamment par l'alternance, l'emploi des jeunes continue d'augmenter fortement.

[Lire la suite](#)



**SUR LE SITE**



[Toutes nos rubriques](#)



[Archives des numéros précédents](#)

Partager



[S'abonner à la Lettre de la DAJ](#)

La Lettre de DAJ est éditée par la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Directrice de la publication : Laure Bédier / Rédactrice en chef : Véronique Fourquet / Rédaction : Raphaël Arnoux, Susie Bruno, Shirley du Parc, Morgane Frétault, Marie-



France Koeffler / Bandeau : Aphania / Maquette : Key Performance Group pour le SIRCOM - DAJ / Routage : Hubscore. Copyright : DAJ - Tous droits réservés

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à la DAJ - Bureau COREL, 6 rue Louise Weiss - 75703 Paris Cedex 13 ou par courriel [lettre.daj@finances.gouv.fr](mailto:lettre.daj@finances.gouv.fr).

[Se désinscrire](#)